

le *Likud* du gouvernement Begin du problème palestinien et “d’options” qui impliquent la Jordanie dans le processus de paix, on ne fait absolument aucune référence, chez les Travaillistes, à la Syrie, ni à un retrait éventuel d’une partie ou de tous les territoires occupés sur les hauteurs du Golan. Il est clair que les officiels israéliens considèrent la Galilée comme “indéfen-dable” et qu’ils n’ont pas l’intention d’abandonner leurs bases militaires sur les hauteurs du Golan. En conséquence, pour se protéger elle-même, la Syrie n’a d’autre choix que d’envoyer ses propres troupes au Liban dans le but d’accroître la taille de sa frontière stratégique avec Israël.

## Rechercher la paix

Aucun parti en Israël — et l’élection du 30 juin n’a rien changé à cela — n’offre de solution pratique en vue du rétablissement de la paix sur la frontière israélo-syrienne. L’administration Reagan, autant que l’adminis-tration Carter qui l’a précédée, n’a pas non plus de solution à offrir — et ne semble pas très pressée d’en chercher une d’ailleurs.

Des pressions doivent donc être faites sur les deux camps, mais cela pourrait commencer avec l’Etat d’Israël. Les suites données à l’accord de Camp David ont parfois été bien lentes à venir, au point qu’on pourrait parler de mauvaise volonté. Il n’y a pas vraiment de consensus en Israël quant à la nécessité d’établir des relations normales avec tous les voisins de l’Etat hébreu. Même en ce qui concerne l’Egypte, la paix semble n’être encore qu’une paix de militaires. Des relations “normales” devraient in-clure plus de commerce, des échanges de technologie, des programmes de stages pour les étudiants, etc. En somme, la paix est lente à s’installer. Même si l’Etat d’Israël a raison de prétendre que la solution du problème palestinien ne va pas nécessairement garantir la paix au Moyen-Orient, c’est au moins une première étape qu’il faut franchir. A ce sujet, l’administration israélienne a un bien long chemin à parcourir avant de normaliser ses relations avec la population arabe, en particulier celle qui réside à l’intérieur de ses propres frontières, les réfugiés palestiniens vivant dans les territoires occupés, et la population arabe des pays avoisinants. Une façon d’exprimer ce problème est de se demander si Israël va rester une enclave occidentale en plein coeur du Moyen-Orient ou si elle va devenir davantage un pays “oriental”.

En ce qui concerne les Etats arabes, la Jordanie et l’Arabie saoudite doivent être “trainées” à la table de négociations et l’influence de l’adminis-tration Reagan à cet égard peut être importante. Comme le dit un leader arabe de Bethléem: “Tout ce que veulent les américains au Moyen-Orient, ils l’ont.” Toute initiative pour amener la Jordanie et l’Arabie saoudite à entamer des négociations avec l’Etat d’Israël serait certainement plus utile à la paix dans la région que ces savantes réflexions sur la réorganisation du Golfe.

La frontière entre Israël et la Syrie restera, pour longtemps encore, une sorte de détonateur dans une région qui est, en elle-même, une véritable